

Consommateurs responsables au Nord et au Sud

Face à la crise et au malaise social, notre société a besoin d'un renouveau. Et si le nouveau souffle venait entre autres d'une autre façon de consommer ? La consommation responsable est une alternative que certains individus, mouvements et associations défendent au Nord et au Sud pour des raisons éthiques et environnementales. En pensant « durabilité », ils évoquent aussi l'importance de la solidarité et celle de vivre autrement. Découvrez certaines de ces initiatives en Belgique et en Bolivie en parcourant notre dossier thématique.

Tables des matières :

Et si on faisait la révolution de la consommation ?.....	2
Témoignage : « Mon expérience en tant que consommatrice responsable ».....	9
Bolivie : des communes écologiques qui font émerger des consommateurs actifs.....	11

Et si on faisait la révolution de la consommation ?

Par Milena Merlino, Frères des Hommes

De plus en plus de citoyens s'interrogent sur le modèle de nos sociétés industrialisées. Affectés par un sentiment de malaise ou confrontés au mal-être de leur entourage, ils perçoivent intimement que « quelque chose ne tourne pas rond ». Si la nécessité, voire l'urgence impérieuse d'un changement s'impose comme une évidence aux yeux de certains, les chemins pour y parvenir peuvent paraître obscurs et incertains. Devant l'immensité de la tâche, le doute s'infiltré aisément quant au pouvoir réel dont peut se prévaloir l'individu face à une énorme machine, à un système aux rouages multiples et complexes. Mais cette perplexité légitime ou ce sentiment d'impuissance ne doivent pas nous amener à nous laisser bercer par des pensées illusives telles que, par exemple, les choses pourraient s'arranger d'elles-mêmes comme par enchantement ou que d'autres pourraient finalement se charger d'y apporter une solution pour nous. S'enfermer dans la passivité par illusion, peur ou facilité, au vu de la dangereuse dérive entamée par notre société, risque véritablement de s'apparenter à un comportement auto-destructeur. Alors quoi ? Faut-il faire la révolution ? On peut se poser la question. Certains se la posent. Mais quoi qu'il en soit, la première révolution à envisager est certainement notre propre révolution personnelle. En d'autres termes, se changer soi-même comme condition sine qua non pour changer la société. Simplement parce que la société, c'est aussi chacun d'entre nous. Et se changer soi-même, ça, c'est possible ! S'il y a un lieu où notre pouvoir brille par son évidence, c'est bien celui-là. Et si on commençait par ça ?

Se changer, mais changer quoi ?

Lorsque le malaise s'installe au fond de nous, il constitue un signal nous invitant à l'introspection. Mais outre une démarche relevant du développement personnel, il nous incombe de nous interroger sur les liens que nous entretenons avec cette société dans laquelle nous évoluons et d'examiner de quelle façon nous pouvons y endosser le rôle d'acteur et de protagoniste d'un environnement plus harmonieux. Alors, si vous le voulez bien, tentons l'exercice...

L'une des idées dans laquelle nous entretenons le système, c'est que l'« avoir » nous permet de « mieux être ». C'est la recette miracle que propose traditionnellement toute société de consommation. On est par conséquent en droit de se demander pourquoi tant d'années passées à baigner dans une idéologie qui sanctifie la consommation de biens n'ont pas apporté le salut espéré. Au contraire, une enquête récente commandée par Solidaritis, la RTBF et le Soir dresse un tableau noir du moral de la population et met en évidence une souffrance manifeste au sein de la population belge¹. Serait-ce que, précisément, il conviendrait de revisiter nos modes de consommation ?

¹ « Les Belges n'ont pas le moral », Le Soir, 12 juin 2012

Notre condition d'être humain nous contraint, certes, à consommer (des biens de première nécessité) pour vivre, mais elle ne nous invite certainement pas à inverser l'équation et à vivre pour consommer ; ou en d'autres termes, à croire que pour vivre (heureux), nous devons impérativement consommer de tout et à tout prix. La différence entre ces deux options réside sans nul doute dans une prise de conscience fondamentale quant au sens de la vie et à l'interdépendance entre les êtres, cet élément évoquant la notion de nécessaire solidarité. C'est précisément l'attachement à certaines valeurs, lors de cette prise de conscience, qui nous amène à réfléchir préalablement à tout acte de consommation et qui contribue ainsi à faire de nous des consommateurs responsables.

Soyons des consom'acteurs !

De multiples formules ont été proposées pour définir le concept de consommation responsable. Nous dirons, en ce qui nous concerne, qu'il s'agit d'une **consommation active et militante impliquant le respect de critères durables sur le plan de l'environnement, de l'éthique et de valeurs solidaires fondamentales**. Active et militante, parce qu'elle s'oppose à l'idée de consommer passivement les biens pour lesquels la publicité tente avec insistance de nous faire croire qu'ils sont indispensables à notre quête du bonheur, de la beauté et de la reconnaissance d'autrui. Acheter peut être un acte militant parce que choisir tel produit, c'est aussi indirectement approuver et encourager son mode de production, impliquant des critères éthiques et environnementaux spécifiques. Enfin, consommer n'est pas un acte strictement individuel et isolé. Qui consomme s'approprie inévitablement un bien ou puise dans une ressource dont la production et/ou l'usage peuvent avoir un impact sur l'espace collectif, sur l'environnement, sur d'autres groupes de personnes, voire d'autres populations. Il est bon de le garder à l'esprit.

Certes, la démarche de consom'acteur n'est pas aisée car elle n'est pas encouragée par la société de consommation et les publicitaires qui préféreraient nous voir téléguidés par l'action compulsive répondant aux intérêts financiers des producteurs et distributeurs. Dans le monde actuel, elle est devenue contre-nature car elle ne s'accommode pas de la facilité d'un automatisme. Elle exige une réflexion préalable alimentée par une recherche d'informations éventuelles, la décision d'adhérer à certaines valeurs, etc.

Sur ce chemin par conséquent difficile (parce qu'il va à l'encontre de ces habitudes ancrées en nous depuis de longues années), et face à l'aptitude à changer, tout le monde n'est pas égal et tout le monde n'est pas sensible aux mêmes arguments. Certains ont peut-être davantage la fibre environnementale, d'autres seront particulièrement attentifs aux questions relatives à l'éthique des entreprises, mais quoi qu'il en soit, chacun peut certainement, à son niveau et à

son rythme, apporter sa pierre à l'édifice d'une autre société. En fin de compte, être consommateur responsable, c'est récupérer une partie du pouvoir dont nous disposons et que nous avons trop facilement cédé au monde commercial, aux producteurs et distributeurs.

Ci-dessous, nous partageons avec vous quelques pistes de réflexion qui vous aideront peut-être à envisager une nouvelle façon de consommer. Intitulées avec humour « Les 10 commandements du consommateur responsable », ces suggestions dressent le portrait d'un consommateur responsable puriste et parfait. Loin de nous l'idée de nous transformer en donneurs de leçons et d'exiger la perfection dans la démarche. Par contre, nous vous invitons tout simplement à « faire votre marché » parmi ces pistes et à voir, dans un premier temps, ce qui vous inspire davantage, par quoi vous pourriez commencer. Commencer, c'est déjà agir. Mais quoi qu'il en soit, faisons effort pour développer notre conscience individuelle et nous rappeler qu'un acte de consommation n'est jamais neutre. Alors, posons nos limites là où nous souhaitons les poser (ex : j'achète bio, mais pas systématiquement ; ou encore, je vais travailler en train, mais lorsque je pars en vacances, je prends occasionnellement l'avion), mais ayons l'honnêteté d'en avoir simplement conscience.

Les 10 commandements du consommateur responsable

1- Vers les produits conçus dans des conditions sociales dignes, tu t'orienteras

S'orienter vers les produits conçus par des entreprises éthiques, respectueuses des conditions sociales et des droits des travailleurs est une démarche caractéristique que nous adopterons en tant que consommateurs responsables. Le respect de la personne humaine et des droits syndicaux, le salaire décent, les conditions de travail non dégradantes, la non-discrimination de genre, la protection sociale pour la famille du travailleur sont donc ici au cœur du choix posé. De tels critères relatifs au travail décent ont notamment été définis par l'OIT² en 1999. La démarche du consommateur responsable implique par conséquent une volonté de s'informer quant à l'éthique. Selon leur sphère d'activités, divers mouvements, ONG et associations ont mené campagne pour dénoncer les pratiques de certaines entreprises (ex : la campagne sur le travail décent portée par une coalition d'organisations sociales entre 2007 et 2010³). Elles peuvent constituer une source d'informations utiles, tout comme divers sites Internet tels que <http://fr.transnationale.org>. De même, s'orienter vers des

² OIT : Organisation Internationale du Travail

³ Pour consulter la liste des ONG membres : <http://www.cncd.be/Presentation-de-la-coalition>

produits issus du commerce équitable permet de souscrire à certaines valeurs au travers de l'achat.

2- Pour les produits et services ayant un moindre impact environnemental, tu opteras

Le consommateur responsable s'interrogera sur l'impact de ses achats en matière environnementale : l'utilisation du produit acheté ou le recours au service choisi génèrera-t-il des effets nocifs sur l'environnement ? Le choix d'un mode de transport spécifique ou encore l'attention portée à sa consommation annuelle de gaz, d'électricité, de fuel s'inscrivent dans cette démarche et reflètent sa volonté de réduire son empreinte écologique. Afin d'être au clair quant à l'impact de vos choix, vous pouvez avoir recours à des calculateurs qui vous donneront une estimation préalable des tonnes de CO² rejetées dans l'atmosphère par tout trajet en avion, en voiture ou par la consommation énergétique de votre logement. Pour ce faire, vous pouvez par exemple surfer sur le site <http://www.climatmundi.fr>

3- Circuits courts et achats locaux, tu privilégieras

Acheter local est un bon réflexe qui présente divers avantages : d'une part, il réduit le nombre d'intermédiaires et cela peut avoir un intérêt financier ; d'autre part, il favorise la proximité entre producteur et consommateur, ce qui permet une accessibilité plus aisée aux informations relatives à la qualité du produit et un meilleur contrôle sur le type de production. De plus, acheter local, c'est aussi veiller à l'empreinte écologique dans la mesure où l'impact carbone lié au transport est par définition réduit. Enfin, les circuits courts offrent la possibilité de créer du lien et de dynamiser la vie sociale. Une des pistes pour acheter local et de qualité, ce sont les GAC ou Groupes d'Achats Communs. Ils sont constitués par des personnes ou ménages qui achètent à intervalles réguliers des produits auprès de producteurs ou transformateurs locaux. Pour en savoir plus, vous pouvez consulter la liste de quelques GAC en Wallonie et à Bruxelles sur le site de Nature et Progrès :

http://natpro.compostage.info/component/option,com_weblinks/catid,26/Itemid,23/

4- Les produits dont la fabrication respecte les critères environnementaux, tu choisiras

Tout ce qui brille n'est pas or. Tout ce qui semble vert ne l'est peut-être pas non plus. Ainsi, par exemple, la production des agrocarburants dont on nous dit régulièrement que la consommation génère moins de pollution que l'énergie fossile a un impact certain sur l'environnement. De nombreux mouvements

citoyens et associations⁴ ont dénoncé par le monde le déboisement massif qu'impliquaient les monocultures développées pour produire cette « fausse énergie verte », déboisement qui comme on le sait contribue à augmenter l'effet de serre. Mais ce n'est pas tout, les cultures intensives en la matière sont aussi très voraces en eau et les processus de production sont parfois extrêmement questionnables : ainsi, la distillation de l'éthanol nécessite l'utilisation de gaz ou de charbon, générant aussi du CO². Sans oublier que produire du combustible à partir du maïs, du soja et autres produits alimentaires constitue une scandaleuse aberration dans un monde où plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim. La vigilance est donc de mise et la meilleure arme du citoyen responsable reste sa propre volonté de s'informer. En outre, avant de décider de l'achat d'un produit, il est important de se demander si son utilisation impliquera également la consommation d'autres ressources naturelles.

5- De ta santé, soin tu prendras

Le consommateur responsable est un consommateur qui a décidé de prendre soin de sa santé. Ayant cet objectif en point de mire, il aura tendance, par exemple, à préférer les produits bio dans la mesure où il a été prouvé que l'absorption de certains pesticides présente un risque réel pour la santé. Faire barrage aux produits phytosanitaires serait par ailleurs tout bénéfique pour notre environnement qui est fortement affecté par leur usage intensif. Nous pouvons également veiller à appliquer le principe de précaution quant à l'utilisation d'appareils dont, au mieux, on ne connaît pas les effets à long terme ou dont, au pire, certaines études ont déjà pointé les effets nocifs. Ainsi, l'utilisation des GSM, du Wi-Fi et de baby-phones sans fil requiert notre prudence, de même qu'un usage raisonné et raisonnable.

6- Au recyclage et à l'élimination des déchets, tu penseras

Produit en vrac ou super emballage ? Si les deux options se présentent à lui, le choix d'un consommateur responsable s'orientera plutôt vers les produits en vrac. Dans la même optique et dans la mesure du possible, il optera aussi pour des emballages consignés. Il est généralement adepte du tri des déchets, voire du compostage. Si vous n'en êtes pas encore, mais que le cœur vous en dit, vous pouvez découvrir tous les secrets du compostage en consultant les sites Internet suivants : www.comitejeanpain.be; <http://www.compostage.info> ou encore <http://environnement.wallonie.be>. Dans un autre domaine, comme par exemple l'achat de vêtements, il peut éventuellement fréquenter les magasins de seconde main où il aura en outre l'avantage de pouvoir souvent faire des trouvailles plus originales que dans la grande distribution et ce, à moindre coût.

⁴ Frères des Hommes a notamment consacré un bulletin à la thématique des agrocarburants : Frères des Hommes-Info : « Les agrocarburants, solution d'avenir pour la planète », mai 2008

7- L'utilisation rationnelle des matières premières, à l'esprit tu garderas

Certains aliments que nous achetons nécessitent, au moment de leur production, l'utilisation d'une quantité importante d'énergie ou de matières premières. C'est le cas, par exemple, de la viande dont la consommation est toujours très prisée. Pour produire 1 kg de volaille, il faut 3 kg de grains, et pour produire 1 kg de bœuf, 7 à 10 kg de céréales et légumineuses. Et c'est sans compter les importantes émissions de gaz à effet de serre qu'induit cette production : déforestation liée à l'élevage bovin, fabrication éventuelle d'engrais nécessitant de l'énergie, transport des animaux jusqu'à l'abattoir, emballage du produit, acheminement vers le supermarché et ensuite vers le domicile du consommateur, etc⁵. Voilà quelques arguments auquel le consommateur responsable est sensible et qui l'amèneront à réduire sa consommation de viande. Gardons à l'esprit également que les produits issus de l'agriculture intensive requièrent de grandes quantités d'eau.

8- Sur tes véritables besoins de consommation, tu t'interrogeras

Les achats compulsifs font les choux gras des producteurs et distributeurs. Moins souvent ceux de notre portefeuille. Avant de passer à la caisse, il est judicieux de nous interroger sur nos véritables besoins et de ne pas tomber ainsi dans le piège de la surconsommation. Prenons l'habitude de faire une courte pause avant l'achat d'un article pour nous demander si nous en avons réellement besoin. Peut-être que oui, mais peut-être que non. Avons-nous envie d'acheter cette paire de chaussures supplémentaire parce que nous voulons suivre la mode ou parce qu'elle nous sera utile dans telles ou telles circonstances ? Que se cache-t-il derrière ce besoin qui se présente à nous ? C'est par ce type de questions que nous pouvons apprendre progressivement à développer notre conscience, à mieux nous connaître et in fine à être davantage maître de notre vie.

9- L'esprit critique face à la publicité, tu garderas

L'objectif premier de la publicité est de vendre. Gardons-le à l'esprit. Exercer notre esprit critique à l'égard des messages publicitaires s'avère donc important dans la mesure où leur principe fondamental est d'amener le consommateur à la caisse. Dans le langage courant, on appelle cela de la manipulation. « Est-ce que je veux être manipulé ? » : telle est la question que se posera le consommateur responsable. Certes, la publicité véhicule aussi certaines informations, ne fût-ce que celle relative à l'existence d'un produit spécifique sur le marché. Mais entre

⁵ « Environnement et inégalités Nord-Sud », livret d'accompagnement (photo-langage conçu par Frères des Hommes en 2010)

manipulation et information, il conviendra de faire la part des choses et pour ce faire, l'esprit critique s'avèrera bien utile. Si vous voulez éviter d'être sollicité par un certain nombre de publicités via courrier, téléphone, email ou SMS, vous pouvez vous inscrire sur la liste Robinson via www.robinson.be. Vous pouvez également apposer un autocollant sur votre boîte aux lettres indiquant que vous ne souhaitez pas recevoir de messages publicitaires. Pour demander cet autocollant, vous pouvez vous adresser à l'IBGE (pour la région de Bruxelles-Capitale) via son site Internet www.bruxellesenvironnement.be ou par téléphone au 02/775.75.75 ou surfer sur <http://stoppub.wallonie.be/> (pour la Région Wallonne).

10- Aux distributeurs et producteurs, ton avis tu signifieras

Nous avons la possibilité de devenir des consommateurs actifs, conscients et qui manifestent leurs opinions aux distributeurs et aux producteurs. N'hésitons pas à exprimer nos demandes, mécontentements, souhaits et à reprendre le pouvoir que nous leur cédon souvent par facilité et par habitude. Le consommateur a un réel pouvoir face au producteur et il l'oublie trop souvent. Ce pouvoir est manifeste lorsqu'un nombre important de clients choisissent de boycotter un produit. Les producteurs et distributeurs intelligents le savent et seront attentifs aux remarques émanant des consommateurs.

Témoignage : « Mon expérience en tant que consommatrice responsable »

« J'habite en ville à Bruxelles dans un appartement depuis 12 ans. Adeptes de la nature depuis toujours, j'ai aussitôt réquisitionné toutes les places disponibles sur mon balcon pour y faire pousser plantes, arbustes et autres fleurs...

L'endroit s'est vite révélé trop petit pour ce que j'avais en tête.

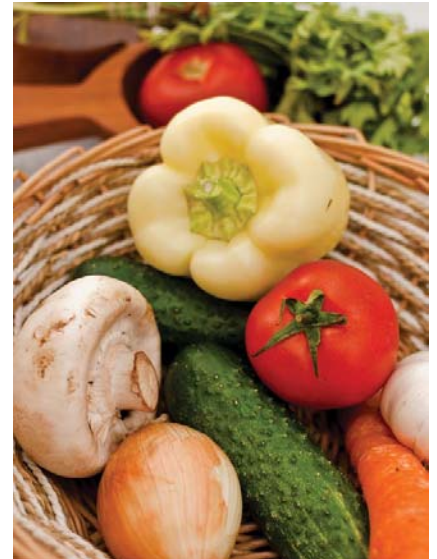
*Catherine, une amie grande admiratrice de la nature elle aussi, s'est renseignée auprès de l'asbl « **Le début des haricots** »¹ afin de savoir s'il existait encore des parcelles disponibles pour la création d'un potager. Une liste lui a été remise et j'ai pris contact avec les différents organismes. Après avoir visité les lieux, notre choix s'est porté sur « Poting-G ». Depuis le début du mois d'avril, nous disposons d'une parcelle pour deux, et Nicolas, le fils de Catherine, a également son carré potager. Nous y faisons pousser fruits et légumes avec plus ou moins de bonheur... Si ce n'est les attaques intempestives des*

limaces qui apprécient visiblement beaucoup nos salades, aubergines et courgettes, la météo n'étant évidemment pas toujours la meilleure alliée des amis du potager ! Nous jardinons de manière biologique, selon la charte instaurée par l'asbl : pas de produits chimiques, lutte contre les ravageurs de manière naturelle, rotation des cultures... En plus du plaisir de jardiner, nous rencontrons des gens sympas, passionnés avec qui nous échangeons conseils et infos. Il existe des parcelles « privées » et des « collectives » et chacun contribue au bon fonctionnement du lieu.

Dans ma vie de tous les jours, j'ai également pour habitude de consommer local en privilégiant autant que faire se peut les fruits et les légumes de saison. En plus de la qualité gustative des produits, je fais un petit geste pour cette planète qui m'est chère.

*J'ai également suivi une formation en animation énergie auprès de la sprl **EcoRes**² en collaboration avec **Bruxelles Environnement**³. Au moyen d'animations et de jeux divers et variés, j'explique aux gens intéressés par le sujet comment réduire au maximum leurs factures de chauffage et d'électricité en effectuant au quotidien des petits gestes simples et efficaces. Par la suite, ils font de même auprès de leurs amis, famille et connaissances.*

Pour moi, c'est un mode de vie que j'ai choisi sans contrainte ni difficulté. J'aime la nature, je la respecte, et la notion de partage est également très importante pour moi ».



Roxane Tilman

¹ **Le début des haricots** : Association ayant pour but la protection de l'environnement. Elle sensibilise le public sur la problématique de la pollution sous toutes ses formes. L'alimentation est un de ses thèmes privilégiés. Elle veut contribuer à renforcer le lien entre le producteur et le consommateur. Elle crée aussi des jardins écologiques, communautaires et collectifs à Bruxelles et dans la périphérie, et mène des actions de sensibilisation auprès des jeunes et des personnes plus défavorisées. Pour plus d'infos, voir www.haricots.org

² **EcoRes** : Bureau d'étude et de conseil dont la mission est d'accélérer la transition des entreprises et des territoires vers une société durable. Il a pour mission de réintégrer les organisations (les services publics, entreprises, asbl...) et les territoires (collectivités, régions...) dans l'écosystème naturel. L'économie est au service de l'homme et l'homme doit être intégré dans la nature. Pour plus d'infos, voir www.ecores.eu

³ **Bruxelles Environnement** : Il s'agit de l'administration de l'environnement et de l'énergie de la Région de Bruxelles-Capitale. Elle étudie, surveille et gère l'air, l'eau, les sols, les déchets, la nature (espaces verts et biodiversité)... Elle délivre des permis d'environnement, soutient des projets d'éducation à l'environnement dans les écoles bruxelloises, participe à des réunions et des négociations au niveau belge et international... Enfin, Bruxelles Environnement développe ses activités dans le domaine de l'éco-construction et des liens entre santé et environnement. Pour plus d'infos, voir www.bruxellesenvironnement.be

Bolivie : des communes écologiques qui font émerger des consommateurs actifs

Par Milena Merlino, Frères des Hommes

Comment être un consommateur responsable ? Ou plutôt, quels mécanismes mettre en place afin de responsabiliser le consommateur ? Au Sud, une association partenaire de Frères des Hommes, l'Organisation des Associations de Producteurs Ecologiques de Bolivie (AOPEB) s'y entend. Pourtant, ce n'était pas le but premier de sa démarche. Son objectif était avant tout d'élaborer un nouvel outil visant à améliorer les capacités et ressources des petits producteurs locaux. Mais indirectement, le système original qu'elle promeut au profit des agriculteurs confère au consommateur un rôle essentiel : de consommateur passif, il se transforme en acteur au sein même de cette relation avec le producteur. Mais de quoi s'agit-il ?

Système Participatif de Garantie

SPG ou système participatif de garantie : voilà les quelques mots-clés qui résument cette approche novatrice. Pour savoir ce qu'évoque cette dénomination, partons du besoin fondamental qui a été à la source de ce projet.

La certification des produits biologiques pour le marché national et international se révèle être extrêmement complexe et contraignante pour les petits producteurs. Face aux entreprises issues de l'agro-industrie, ceux-ci se trouvent nettement désavantagés : coûts élevés de la procédure, bureaucratie lourde, normes exigeantes, etc. La certification tierce partie⁶ n'est donc pas facilement accessible pour un paysan modeste, voire complètement hors de portée pour lui. « *Nous produisons, mais nous ne sommes pas des millionnaires*, explique Ercilia Gonzales, productrice écologique de la région de Cochabamba. *Nous ne pouvons donc pas obtenir la certification tierce partie !* ». Un constat regrettable dans la mesure où les fruits et légumes qu'un petit agriculteur propose aux consommateurs peuvent être d'une qualité au moins égale à ceux qui reçoivent un label officiel et avoir été produits dans des conditions tout aussi satisfaisantes.

L'AOPEB, partenaire de Frères des Hommes, s'est penchée sur cette injustice fondamentale pour tenter d'y apporter une solution. Dans un premier temps, cette association a organisé un atelier dans le but de réfléchir à une certification

⁶ On parle de certification tierce partie lorsqu'un organisme tiers intervient pour garantir que le produit est conforme aux exigences d'un cahier des charges ou de spécifications techniques

alternative qui soit accessible à tous. De cette initiative est née le système participatif de garantie qui, comme son nom l'indique, est un processus par lequel une certification est octroyée à des produits agricoles par divers acteurs de la société partageant les mêmes exigences de qualité.

Le rôle central du consommateur

L'échelon essentiel du processus SPG est le niveau municipal, ce qui implique une grande proximité des membres qui y participent, caractéristique inexistante dans la filière de la grande distribution où le seul lien entre producteur et consommateur est en fin de compte l'étiquette apposée sur le produit et dont le client prend connaissance en faisant son choix dans les rayons du magasin.

Mais comment cela fonctionne-t-il concrètement ? Imaginez, au sein d'une commune, la constitution de groupes de petits agriculteurs produisant du bio et choisissant en leur sein un responsable. Ce dernier sera leur délégué auprès d'un comité composé d'un représentant de la municipalité et d'un représentant des consommateurs, comité à travers lequel la commune délivrera la certification écologique si la production a satisfait aux pré-requis, sur base notamment de contrôles effectués sur le terrain.

Le système participatif de garantie exige donc que producteur et consommateur se connaissent et se rencontrent par l'entremise de la municipalité. Leur relation s'en trouvent par conséquent renforcée. Producteur et consommateur sont en étroite relation et cette proximité permet une meilleure adéquation entre l'offre et la demande en termes qualitatifs. Cette configuration implique par ailleurs l'établissement d'une relation de confiance entre ces deux acteurs. Dans le domaine de la production biologique, la confiance est un élément essentiel dans la mesure où visuellement, on ne peut pas véritablement distinguer un légume bio d'un autre issu de l'agriculture conventionnelle.

En outre, le producteur et le consommateur partagent les mêmes visions et idéaux. Parmi ceux-ci, le souhait de produire/consommer des fruits et légumes sains, de qualité et issus de l'agriculture biologique ; mais par là même le souci d'œuvrer pour la préservation de la biodiversité, d'éviter de porter atteinte à l'environnement, de contribuer au maintien de connaissances ancestrales sur le plan agricole, de protéger par exemple, des variétés de semences, etc.

Au sein du SPG, le rôle actif du consommateur est encouragé mais, plus encore, il constitue un pré-requis indispensable pour que le système fonctionne.

Objectif « Bolivie écologique » !

Les premières années qui ont suivi l'accès au pouvoir d'Evo Morales à la présidence de la Bolivie ont été porteuses de grands changements pour le monde paysan et prometteuses à bien des égards. Ainsi, le 21 novembre 2006 a été promulguée en Bolivie la loi 3525 qui a pour objectif d'encourager la production biologique dans tout le pays, de revaloriser les savoirs paysans et indigènes, de soutenir les principes du commerce équitable et de faire en sorte que la population dans son ensemble ait accès à une alimentation saine à un juste prix pour tous. Ces principes s'inscrivent dans le Plan National de Développement visant à construire une « Bolivie digne, souveraine et productive pour bien vivre ».

Pour ce faire, ce texte confère aux municipalités un rôle essentiel afin d'encourager la production biologique sur leur territoire par le biais de la création de comités spécifiques qui sont responsables, par exemple, de l'organisation de déjeuners scolaires à base de produits bio, des achats d'Etat aux producteurs écologiques... Composés de représentants des organisations de producteurs, d'un représentant de la municipalité et d'un représentant des consommateurs, ils sont un moteur et un maillon important au cœur de cette nouvelle dynamique nationale.

Enfin, la loi 3525 fait état de deux systèmes de certification : le premier, sur le plan international et le second, sur le plan national et dans lequel le SPG s'inscrit en tant que système alternatif de garantie permettant aux petits producteurs d'accéder à un label peu coûteux. Ce dernier prévoit que les communes délivrent la certification qui sera ensuite avalisée par la SENASAG, autorité nationale compétente en la matière.

Un système qui crée une nouvelle façon de consommer

Dans ce rêve d'une Bolivie écologique, producteur et consommateur œuvrent donc main dans la main. Par l'intermédiaire du système participatif de garantie, c'est ensemble qu'ils déterminent la crédibilité du produit qui sera vendu. Misant sur la proximité de ces deux acteurs par l'entremise de la municipalité, ce processus favorise le circuit court avec les avantages financiers que cela implique et tous les bénéfices d'une relation qui se construit dans la confiance. En outre, contrairement à la certification tierce partie, toute l'information relative à ce processus est accessible au consommateur. Enfin, le SPG présente un intérêt sur le plan pédagogique dans la mesure où le consommateur, en tant que partie prenante et membre actif, est davantage sensibilisé aux conditions de production et a une meilleure connaissance de la réalité dans laquelle évolue l'agriculteur.

Devant les petits producteurs, en outre, s'ouvre enfin la route vers une certification peu coûteuse et indirectement, l'accès à de nouveaux marchés. De quoi consolider les revenus familiaux et vivre plus dignement.

Plus de 20 communes boliviennes sont déclarées « municipalités écologiques » et une dizaine d'entre elles souhaitent développer le système participatif de garantie. Il reste donc encore du chemin à parcourir et l'avenir nous dira si cette dynamique permettra au fil du temps de réaliser le rêve d'une Bolivie écologique.

Le SPG en évolution

En février 2012, la Bolivie a approuvé une nouvelle directive ministérielle relative au système participatif de garantie. Ainsi, afin d'accéder à une certification SPG, 5 critères devront être respectés, ayant trait au mode de production ainsi qu'aux aspects socio-culturels, environnementaux, politiques et économiques.

Même si cette directive ne reflète pas exactement les souhaits d'AOPEB car elle confère un rôle moins important aux communes, elle constitue déjà une reconnaissance du système participatif de garantie et ouvre la porte à l'extension de ce processus novateur.